

RÈGLEMENT

MONTGOMERY COUNTY PUBLIC SCHOOLS

Mentions Relatives: COF-RA, JHC, JHC-RA
Offices Responsables: Chief Operating Officer

Auto-Déclaration d'Arrestations, Accusations Criminelles, et Condammations des Employés

I. OBJECTIF

Selon la loi du Maryland, il est interdit à tout conseil d'éducation du comté d'embaucher ou de retenir sciemment tout individu ayant été condamné de, ayant plaidé coupable de, ou ayant plaidé *nolo contendere* à (sans contester), certains crimes; donc, les candidats pour l'emploi avec Montgomery County Public Schools (MCPS) doivent compléter une vérification des antécédents criminels. Après qu'il soit embauché, MCPS exige que tout employé fasse une auto-déclaration s'il est arrêté ou accusé criminellement pour toute infraction mentionnée dans le présent règlement, ainsi que la disposition de toute procédure judiciaire qui en résulte. Cette exigence d'auto-déclaration reflète l'engagement de MCPS à fournir un environnement sûr et sécurisé pour tous les élèves et employés, et encourage la conformité avec les lois du Maryland, y compris la Section 6-113 de l'Article de l'Éducation du Code Annoté du Maryland.

II. DÉFINITIONS

- A. Une *arrestation* veut dire le placement d'une personne en détention légale.
- B. Une *accusation criminelle* veut dire une accusation formelle d'une infraction, y compris à travers l'émission d'un document d'accusation criminelle (telle qu'un procès-verbal, une accusation, une déclaration d'infractions, ou un mandat), comme étape préliminaire envers une poursuite.
- C. Une *conviction* veut dire l'acte ou le processus par lequel un tribunal trouve un individu coupable d'un crime. Aux fins du présent règlement, une conviction comprend un plaidoyer de culpabilité ou de *nolo contendere* (non-contestation).
- D. Une *disposition* veut dire le résultat d'une procédure judiciaire, y compris une conviction, un acquittement, un plaidoyer de culpabilité, une probation avant le jugement, etc.
- E. L'*Auto-déclaration* veut dire qu'un employé de MCPS fournit des informations, soit personnellement soit par l'intermédiaire d'un représentant légal, au Department of Compliance and Investigations dans l'Office of Employee Engagement and Labor

Relations (OEELR), concernant une arrestation ou une accusation criminelle, ainsi que la disposition de toute procédure judiciaire qui en résulte, comme établie dans le présent règlement. Cette exigence d'auto-déclaration s'applique dans une vision d'avenir aux arrestations et accusations criminelles, ainsi qu'à la disposition de toute procédure judiciaire, à compter du 1 octobre 2016.

III. PROCÉDURES

- A. Toute personne employée par MCPS à quelque titre que ce soit (y compris mais limité aux employés à plein ou à mi-temps, probatoires ou non-probatoires, temporaires ou saisonniers, ou enseignants remplaçants) déclarera une arrestation ou accusation criminelle pour quelconque infraction énumérée ci-dessous à DCI dans les sept jours ouvrables d'une telle arrestation ou accusation criminelle (c'est-à-dire, les jours d'ouverture des services de MCPS), sauf dans des circonstances indépendantes de la volonté de l'employé.
1. Toute arrestation et accusation criminelle, ainsi que la disposition de toute procédure judiciaire qui en résulte, doit être déclarée pour toute infraction impliquant la distribution de drogues ou d'autres substances contrôlées, ainsi que pour les crimes suivants énumérés dans la Section 6-113 de l'Article sur l'Éducation du Code Annoté du Maryland (Annotated Code of Maryland):
 - a) Une infraction sexuelle au troisième ou quatrième degré telle que définie dans l'Article § 3-307 ou § 3-308 de la Loi Criminelle du Code du Maryland ou une infraction en vertu des lois d'un autre état qui serait une violation de l'Article § 3-307 ou § 3-308 de la Loi Criminelle lorsque la violation est commise dans l'état du Maryland, y compris;
 - b) Toute maltraitance sexuelle d'enfants sous l'Article du Droit Criminel § 3-602, ou toute infraction en vertu des lois d'un autre état qui constituerait un abus sexuel sous l'Article du Droit Criminel § 3-602 lorsque cet acte est commis dans l'état du Maryland; ou
 - c) Un crime de violence tel que défini dans l'Article du Droit Criminel § 14-101 ou une infraction en vertu des lois d'un autre état qui serait une violation de l'Article du Droit Criminel § 14-101 lorsqu'elle est commise au Maryland, y compris: 1) enlèvement; (2) incendie criminel au premier degré; (3) kidnapping; (4) homicide, sauf homicide involontaire; (5) chaos; (6) mutilation (7) meurtre; (8) viol; (9) vol; (10) vol de voiture; (11) vol de voiture avec l'utilisation d'une arme; (12) infraction sexuelle au premier degré; (13) infraction sexuelle au deuxième degré; (14) utilisation d'une arme dans la perpétration d'un crime ou tout autre crime de violence; (15) maltraitance d'enfants au premier degré; (16) viol d'un mineur; (17) tentative pour commettre une des infractions décrites dans les

éléments (1) à (16) de cette liste; (18) continuer cette conduite avec un enfant en vertu de la section §3-315 de l'Article de la Loi Criminelle; (19) assaut au premier degré; (20) assaut avec intention de tuer; (21) assaut avec intention de violer; (22) assaut avec intention de voler; (23) assaut avec intention de commettre une infraction sexuelle au premier degré; et (24) agression avec intention de commettre une infraction sexuelle au deuxième degré.

2. L'auto-déclaration doit avoir lieu en dépit d'où a lieu l'activité criminelle alléguée et si l'activité faisait partie ou non des responsabilités professionnelles de l'employé.
- B. Les employés fourniront les informations obligatoires qui suivent à DCI en complétant le Formulaire 230-41 de MCPS, *Auto-Déclaration d'Arrestations, Accusations Criminelles, et Condamnations des Employés (Staff Self-Reporting of Arrests, Criminal Charges, and Convictions)*, ou par téléphone, e-mail, ou courrier postal: (a) le nom; (b) le numéro d'identification de l'employé; (c) le titre du poste; (d) tous les emplacements d'affectation de travail; (e) la nature des accusations; et (f) un numéro de téléphone; (g) une adresse e-mail; et (h) une adresse de domicile mise à jour.
 - C. Sous le présent règlement, les employés sont responsables de faire une auto-déclaration directement à DCI, que MCPS ait été notifié ou non d'une arrestation ou d'une accusation criminelle par Montgomery County Police Department ou par une autre source.
 - D. Toute information relative à une arrestation ou accusation criminelle, comme précisée dans le présent règlement et telle que déclarée par l'employé de MCPS, sera maintenue de façon confidentielle par DCI et sera uniquement accessible à des fins de mener quelconque enquête interne de suivi nécessaire, tel qu'expliqué ci-dessous, ou comme exigé par la loi ou par un ordre judiciaire.
 - E. Suivant l'auto-déclaration de l'employé, OEELR mènera une enquête plus approfondie de l'affaire. L'employé sera notifié si OEELR mène une enquête interne.
 - F. Toute enquête interne doit se conformer à tout protocole d'entente avec le Montgomery County Police Department et autres agences partenaires de Montgomery County, ainsi qu'à toutes les protections de processus en bonne et due forme établies dans des lois et accords des associations applicables. Si les allégations impliquent la maltraitance ou la négligence d'enfants ou d'adultes vulnérables, l'enquête interne doit se faire conformément au Règlement JHC-RA de MCPS, *Signaler et Enquêter la Maltraitance et la Négligence d'Enfants (Reporting and Investigating Child Abuse and Neglect)*.

- G. L'auto-déclaration d'une accusation criminelle ou arrestation ne sera pas considérée ou traitée comme aveu de culpabilité.
- H. En attendant les résultats de la procédure judiciaire et/ou l'enquête interne, MCPS pourrait placer l'employé en congé administratif, ou il pourrait prendre des actions administratives, s'il est déterminé qu'un lien ou une connexion existe entre l'accusation criminelle, l'arrestation, ou la condamnation et les fonctions et responsabilités de l'employé avec MCPS, ou si la continuation de l'employé dans son poste pose une menace potentielle aux élèves ou au personnel, à l'enquête, ou à la perpétuation de la conduite inappropriée alléguée.
- I. Pour aider dans son examen, DCI pourra demander que l'employé fournisse des informations supplémentaires, y compris une copie des documents d'accusation et la disposition de toute procédure judiciaire qui en résulte.
- J. Si MCPS détermine qu'un employé a enfreint ce règlement en omettant de faire une auto-déclaration, l'individu sera sujet à une discipline appropriée.
- K. Les employés peuvent poser toute question concernant les obligations sous ce règlement à DCI.
- L. Rien dans le présent règlement n'est destiné à limiter ou à s'opposer à toute autre obligation de signalement sous la loi, la politique du Board, ou le règlement de MCPS.

Sources Relatives:

Code Annoté du Maryland (Annotated Code of Maryland), l'Article sur la Loi Familiale (Family Law Article) § 5-561; *Code Annoté du Maryland*, l'Article sur l'Éducation (Education Article) § 6-113; *Code Annoté du Maryland*, l'Article sur la Procédure Judiciaire (Criminal Procedure Article) § 1-101; Code des Règlements du Maryland (Code of Maryland Regulations-COMAR) 13A.12.05.02

Historique du Règlement: Nouveau règlement, le 29 juin 2016; révisions non-substantielles le 24 juillet 2017.